

<http://ugtg.org/spip.php?article1114>



# E. Domota : LKP exige des réponses & un débat avec ML Penchard

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -



Date de mise en ligne dimanche 4 octobre 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---



### **L'intervention du porte-parole du LKP à l'issue de la manifestation du samedi 3 octobre 2009 dans les rues de Pointe à Pitre.**

**Pèp Gwadeloup, byen bonjou !**

J'étais à l'instant en ligne avec un journaliste de L'Humanité qui m'informait qu'il venait juste de téléphoner à la préfecture pour demander le nombre de manifestants présents à la mobilisation. Celle-ci lui a communiqué le chiffre de 5000 personnes ! Et c'est ce chiffre qui a été diffusé par les services de la préfecture puisque LCI & I Télé ont repris le même chiffre. [\[1\]](#)

**On comprend dès lors avec qui nous avons affaire : quand il y a plus de 25 000 manifestants défilant dans les rues, la préfecture indique le chiffre de 5000...** Alors, quand ils affirment que plus de 3000 personnes ont participé à leurs états généraux, camarades, cela signifie qu'il n'y en avait que 30...

C'est bien le préfet [Nicolas Desforges], Madame Penchard [Marie Luce, ministre des colonies] et Samuel Richard [Préfet en charge des ces états généraux] et quelques uns de leurs comparses qui en ont rédigé les conclusions

Et nous avons bien compris qu'ils cherchaient à nous couillonner ! Parce qu'ils ont signé avec nous des engagements dans le cadre du protocole du 4 mars [2009]. Or à la journée d'aujourd'hui, cela fait 7 mois ; 7 mois qu'ils ne respectent pas leurs engagements ! 7 mois ont passé et ils ne nous disent mot et nous sortent les états généraux. Et l'on entend madame Penchard asséner que « Oui, il y aura beaucoup de frustrations, car c'est Sarkozy qui décidera ». Et on comprend bien vite pourquoi : **ces états généraux visaient à invalider le protocole qu'ils avaient signé. Mais ce que nous leur disons, c'est que lorsque vous avez signé, il faut respecter votre engagement.** [\[2\]](#)

Ce que nous leur disons aussi, c'est qu'au lieu de consacrer autant d'argent, de l'argent public, pour faire venir par centaines des manblos [forces de répression] et les installer dans des hôtels - ce qui fait certes du bien à l'hôtellerie, mais quand même... - n'aurait-il pas été préférable de consacrer tout cet argent au Plan d'urgence pour la formation, l'emploi et l'insertion des jeunes ; ou pour protéger les gwadeloupéens contre les effets de la chlordécone ; ou encore pour sauver des emplois, créer des activités. Non : Ils (yo) préfèrent le mettre, cet argent, au service de la répression en déversant des manblos chargés de nous tabasser.

## E. Domota : LKP exige des réponses & un débat avec ML Penchard

---

Nous leur disons donc que nous ne tomberons pas dans leur piège. Nous avons compris leur manège. Nous avons effectué une petite marche ce matin en manifestant jantiman (« gentiment »). Mais nous leur disons dans le même temps que ce n'était qu'un avertissement... Et madame Penchard l'aura compris puisque elle nous aura répondu en écrivant pour la première fois au LKP ce matin. C'est donc une première : elle a fini par reconnaître l'existence du LKP... et demandé au préfet de réunir dans les meilleurs délais la Commission de suivi des accords du 4 mars 2009.

Mais contrairement à la fois précédente où le préfet & Lurel s'étaient offusqués qu'on exige le respect du protocole (et coulé la réunion), nous leur disons à tous que cette fois-ci nous n'accepterons pas leurs simagrées ! Nous attendons des réponses précises sur tous les points du protocole... Et qu'ils ne viennent pas nous raconter de bobards : nous ne prendrons pas un 6 pour un 9 !

Cela veut dire que nous qui sommes ici présents aujourd'hui peuple de Guadeloupe, nous devons prendre le temps de nous préparer et commencer les assemblées générales dans les quartiers, dans les entreprises. De façon à être prêts lorsque nous déciderons d'arrêter le travail. Parce que de toutes les façons, de toutes les façons, c'est cela qu'il nous faudra faire : nous aurons à cesser le travail pour leur faire comprendre que nous n'acceptons pas leur petit jeu.

[Nous avons écrit aux maires](#) ; certains nous ont répondu et nous en avons déjà rencontré un certain nombre. Nous allons demander une rencontre à Lurel & à Gillot. Nous allons également demander à madame Penchard de nous rencontrer. Oui, oui... : Nous demandons un débat télévisé en direct avec madame Penchard ! Nous lui demandons un débat télévisé en direct afin qu'elle puisse nous répondre sur le protocole. Et pour mettre un peu d'ambiance, nous lui disons qu'elle peut même y amener sa mère.

**Parce que nous réaffirmons que nous avons raison.** Et à toutes ces personnes passent leur temps à nous dénigrer et à nous mépriser sur internet, tous ces petits racistes - dont certains vivent en Guadeloupe, cachés chez eux [derrière leur écran d'ordinateur] - qui disent qu'il faut [BRULER DOMOTA](#) et **TUER NOMERTIN**... nous leur disons de continuer... De continuer, mais que le peuple de Guadeloupe est dans la rue, que nous sommes debout et que nous ne reculerons pas. Alors qu'ils continuent à nous mépriser, qu'ils continuent dénigrer, mais nous ne reculerons pas parce que nous avons raison !

**Alors nous exigeons, nous leur disons bien que nous exigeons qu'ils nous répondent quant à l'application du protocole (du 4 mars 2009), parce qu'ils ont signé ! Nous exigeons la vérité sur l'essence ! Et qu'ils ne viennent pas nous parler de transparence des prix : nous n'avons plus besoin de la « transparence » des prix : Tous les rapports ont tous démontré qu'ils nous couillaient !!! Ce que nous exigeons aujourd'hui c'est qu'ils prennent des décisions pour que les HAYOT et les DESPOINTES arrêtent de nous voler !!! [3]** Qu'ils prennent des décisions pour que les compagnies pétrolières, notamment TOTAL, cessent de nous voler !!! Qu'ils prennent les décisions nécessaires pour remettre l'accord BINO sur les salaires sur les bases qu'il avait été signé !!! Qu'ils prennent les décisions nécessaires pour que les 8000 jeunes pour lesquels L'Etat s'était engagé à trouver une formation ou un emploi, soient formés ou puissent se voir proposer un emploi.

**Voilà pourquoi nous sommes debout ! Voilà ce que nous devons exiger !**

Alors, ne nous alarmons pas... : Nous disons au peuple de Guadeloupe de faire des Assemblées ; de parler avec vos amis, avec vos parents ; d'organiser des réunions dans les quartiers, dans les communes, dans les villes, en Haut, en Bas ; de faire des Assemblées générales dans les entreprises. Préparons nous ! Préparons nous dans tous les domaines, de façon à nous arrêter de travailler le jour où nous le déciderons !

Car nous ne tolérerons pas qu'ils nous méprisent de la sorte. Et nous disons aux élus - à Gillot, Lurel, à tous les

## E. Domota : LKP exige des réponses & un débat avec ML Penchard

---

maires - que nous leur avons écrit pour qu'ils ne viennent pas nous affirmer après coup qu'ils ne savaient pas, qu'il faut pratiquer le dialogue... C'est cela que nous faisons : la confrontation & le dialogue. Nous leur disons que nous pratiquons le dialogue, mais que n'attendrons pas 7 mois...

**Nous n'attendrons pas 7 mois, camarades !...**

**Ansanm nou ka lité, Ansanm nou ké gannyé !  
Ansanm nou ka lité, Ansanm nou ké gannyé !  
Jou nou ké mété a jounou, péké vwè jou !**

**Kenbé é nou ka pwéparé nou**

Elie Domota,  
Palais de la Mutualité,  
Samedi 3 octobre 2009

---

[1] « *Quelque 5.000 personnes, selon la préfecture de la Guadeloupe, 25.000 selon des dirigeants du LKP, ont manifesté sans incident samedi à Pointe-à-Pitre à l'appel du collectif qui a lancé à cette occasion un préavis de grève de 24 heures reconductible* ». Source : [AFP](#), 3.10.09

[2] marie luce Penchard : « *On a senti une forte frustration parce que les propositions sont riches maintenant, il y a cette synthèse, un débat entre les différents rapporteurs et les représentants des territoires pour trouver des thématiques communes et ensuite rentrer dans cette phase de hiérarchisation qui nous permettra de préparer le comité interministériel de l'outre-mer présidé par le chef de l'Etat. [...] Tout ça doit être pris en compte mais il faut aussi être pragmatique. C'est un chemin qui est tracé avec ces états généraux. Ca ne voudra pas dire qu'il faudra reprendre toutes les propositions [...]* » Source : [France Antilles](#)

[3] NDR : Dernière illustration en date, un gel chinois vendu 5.69 Euros à Carrefour Destrelan en vente sur internet au prix de 0.88 cts de dollars.  
Lire : [A Carrefour Hayot : L'arnaque du gel antibactérien vendu 5.69 Euros !](#)